

Pas de victoire sans les femmes

par Jean Bruno - Frédéric de Monicault

Paysannes aux labours, «munitionnettes» dans les usines d'armements, conductrices de tramways: «l'armée de l'arrière» est féminine et fait tourner

l'économie de guerre de la France. Mais, la femme de 1918 n'est plus ce qu'elle était en 1914.

«La guerre, ce jeu que les hommes

ont inventé pour rester entre eux.» À cette réflexion de Jean Giraudoux, le général Joffre aurait répondu par cette confiance: «Si les femmes au travail dans les usines s'arrêtaient vingt minutes, les Alliés perdraient la guerre...» En 1918, elles sont 500 000 «munitionnettes» ou «obusettes» à travailler pour l'armement. Une journaliste de l'époque, Marcelle Cappy, a tenté de partager un moment leur sort: «L'ouvrière, toujours debout, saisit l'obus, le porte sur l'appareil dont elle soulève la partie supérieure. L'engin en place, elle abaisse cette partie, vérifie les dimensions (c'est le but de l'opération), relève la cloche, prend l'obus et le dépose à gauche. Chaque obus pèse 7 kg. En temps de production normale, 2 500 obus passent en onze heures entre ses mains. Comme elle doit soulever deux fois

chaque engin, elle soupèse en un jour 35 000 kg... Au bout de trois quarts d'heure, je me suis avouée vaincue...¹» De nuit comme de jour, les ouvrières tourment onze à douze heures quotidiennement, avec tout au plus deux jours de repos par mois. Sur 100 femmes entrées à l'usine en même temps, il n'en reste que 45 trois mois après. Les maladies (gale du nickel, kératodermie, intoxications, etc.), les accidents du travail (218 000 en 1917) et les explosions ne les épargnent pas: le bilan de celle du 15 mars 1918 dans une usine de La Courneuve, dans la Région parisienne, ne sera jamais rendu public. Le gouvernement accuse la Gosse Bertha, qui n'y est pour rien.

Pas de médailles, pas de citations «mortes pour la France» pour ces «soldats» inconnus du «deuxième sexe» mais des salaires de misère: de 3 F à 6,50 F par jour au début de

Cadences infernales

Pour alimenter les troupes au front, les usines d'armement tournent au-dessus de leurs capacités. Celle de La Courneuve qui explose le 15 mars 1918 avait été prévue pour produire 200 000 grenades par mois. Il en sortait 15 millions.

En haut, à gauche: Caisse de munitions éventrées dans une sape allemande devant Verdun.



JACQUES TISSOT/ARND BRONKHORST

1916, de 7 F à 14 F fin 1918 alors que dans le même temps le kilo de bœuf est passé de 2,20 F à 6 F, celui du beurre de 3,50 F à 9,60 F. Certes, elles ne connaissent pas la boue des tranchées, le hurlement des bombes mais « du feu, de la fumée, le métal en fusion, une atmosphère brumeuse et frémissante, le tumulte assourdissant des tours ». Ateliers dangereux et insalubres, sanitaires inexistant, cantines absentes, cantonnements mixtes à la limite de l'intolérable (pour celles qui ont accepté la mobilité en province) : des conditions de vie qui n'ont rien à envier à celles des biffins au front. Les vagues lois de protection sociale ont été mises aux oubliettes. « Il faut avoir faim pour ce métier-là », écrit Marcelle Cappy. La faim n'est pas tout. La France découvre sa moitié, ces citoyennes que la Révolution de 1789 a négligées dans sa déclaration des droits du citoyen. « Debout, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie. Remplacez dans les champs ceux qui sont sur le champ de bataille. Préparez-

vous à leur montrer, demain, la terre cultivée, les récoltes rentrées, les champs ensemencés ! Il n'y a pas, dans ces heures graves, de labeur infime. Tout est grand qui sert le pays. Debout ! À l'action ! À l'œuvre ! Il y aura de la gloire pour tout le monde. Vive la République ! Vive la France », lance le 7 août 1914, René Viviani, le président du Conseil, cinq jours seulement après avoir fixé l'ordre de mobilisation générale.

Si « la mobilisation n'est pas la guerre », Viviani n'est pas sans ignorer que l'agriculture risque de manquer de bras dans une période de l'année où elle en a le plus besoin. Cet avocat, député socialiste, chef du gouvernement de l'Union sacrée est un ardent féministe autant par sentiment (il est l'amant de Marguerite Durand, la fondatrice du journal *La Fronde*, surnommé *Le Temps en jupons*) que par conviction (il fait partie du groupe parlementaire féministe).

Ses « soldats de la moisson » répondent à son appel. « Le plus dur n'était pas tant de se débrouiller avec un mulet ou

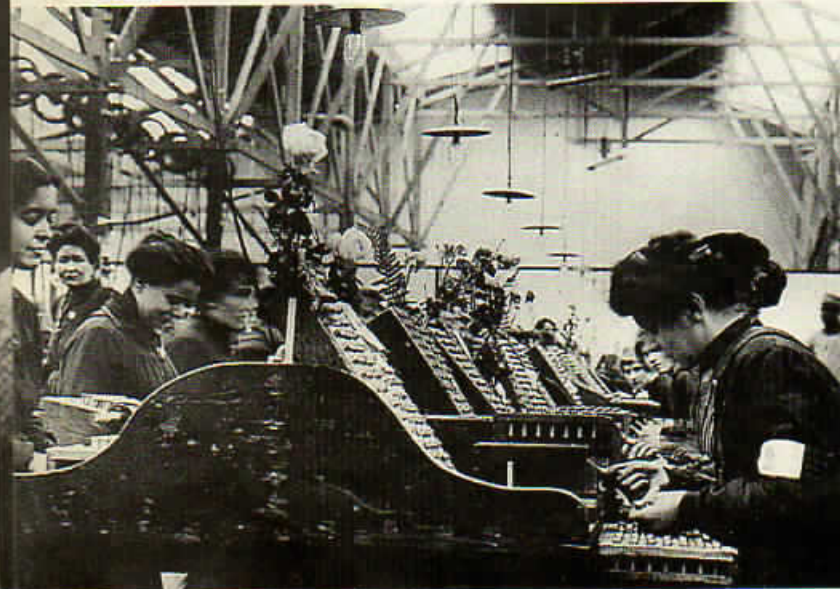
un attelage de vaches que de tenir le manche de la charrue. Je n'étais pas grande. Nous avions une charrue toute simple – un araire avec un manche – faite pour un homme... Quand je faisais des sillons avec cet engin, chaque fois que j'accrochais une pierre, je recevais le manche dans la poitrine ou dans le visage. Labourer était un véritable calvaire », raconte une adolescente de 16 ans laissée seule avec un père trop vieux, 75 moutons, 8 vaches et une quinzaine d'hectares.

3,7 millions d'agriculteurs sur les 5,2 millions que compte le pays sont mobilisés. Ne restent que les jeunes, les vieux, les faibles. 850 000 femmes d'exploitants et 300 000 ouvrières agricoles labourent, sèment, fauchent. Les rendements s'en ressentent : la récolte de blé de 1917 n'est que de 39 millions de quintaux, à peine la moitié de celle d'avant guerre. Même au ralenti, la machine agricole a tourné grâce aux femmes. Une commission de l'agriculture a même demandé que les femmes et mères de mobilisés qui ont pu continuer l'exploitation de la ferme familiale puissent recevoir le Mérite agricole jusqu'ici réservé aux hommes.

Quand Viviani lance son appel, l'heure est au patriotisme : « Battons-nous un mois ou deux, peut-être trois et on sera tranquille », pense-t-on alors. Quand le pays fait ses comptes au début de l'année 1915, la révision est déchirante. D'août à décembre 1914, la guerre qui a provoqué la perte de 900 000 hommes (tués, blessés, prisonniers et disparus) s'installe dans la durée.

Apparences trompeuses

Alors que dans quelques usines de munitions de rares fleurs tentent d'égayer le lieu de labeur, les vagues lois de protection sociale sont jetées aux oubliettes par les industriels. L'État n'a guère son mot à dire. « Il n'y a que la guerre », clame Millerrand, le ministre de la Guerre.



PAUL BILIS / ARCHIVES INA

«Il faut construire une industrie de guerre», clame-t-on. Il ne suffit plus de mobiliser les hommes (8 millions soit 60 % des actifs en 1918) pour le front

mais de constituer une armée de l'arrière dont le gros de la troupe sera féminin sans qu'aucun poste de commandement ne lui soit accordé. Même l'armée leur refuse le droit de se battre: «Nous avons lu, ces jours-ci, dans tous les journaux, la création, en

7,7 millions de femmes travaillaient au début de la guerre, vont s'y ajouter 2 autres millions

Angleterre, de bataillons féminins... Les femmes revendiquent à leur tour le droit de contribuer à la défense du sol... Hélas! Partout où elles se sont adressées, elles ont été renvoyées à leur soupe. L'ordre est formel: "Pas de femmes à la guerre!" Et pourquoi pas de femmes!», écrit une lectrice du *Matin*. L'armée leur ouvre quand même quelques postes subalternes aux cuisines ou dans les bureaux.

L'heure n'est plus à écrire que «la vraie Française vit chez elle. Son foyer, c'est sa tranchée. Et en paix comme en guerre, elle le défend admirablement.» Elles endossent d'autres uniformes: celui d'infirmière, par exemple. En 1918, on compte 110 000 Françaises dans le Service de santé dont 70 000 bénévoles et 10 000 religieuses. La Croix-Rouge qui compte 250 000 adhérentes a constitué un noyau de 25 000 diplômées. Marie Curie sillonne avec sa fille Irène, 17 ans, les routes près du front. L'aviatrice Jeanne Pallier crée

le Club féminin automobile, fort de 200 membres, pour le transport des blessés. Une dizaine de milliers de femmes consacrent quelques heures ou quelques jours par semaine à la

visite des blessés. «Un seul désir: être utile», dit la comédienne Lola Noyr qui apporte son réconfort aux blessés comme la comtesse de Gramont, la marquise de Noailles, la duchesse de Rohan, la baronne de Rothschild et bien d'autres... La femme se dévoile soudain indispensable au moral des troupes: «Maman» est l'ultime cri du mourant de la profondeur d'un trou d'obus. Le vague-mestre est l'homme le plus attendu dans les tranchées. Fortes des confidences de ces isolés, deux femmes d'Angers ont l'idée de «donner une famille à ceux qui n'en ont pas». Ainsi naît la Famille du soldat, la première des nombreuses associations de mairaines de guerre: en 1917, elle compte 25 000 filleuls alimentés en lettres et colis divers. À 70 ans, Sarah Bernhardt qui vient d'être amputée d'une jambe se consacre, elle, au «théâtre des armées». Le repos du guerrier n'est pas oublié: les lupanars fonctionnent sans interruption, «18 heures de turbin par jour». Les prostitués ne tiennent pas plus de deux semaines par mois. Au-delà du moral et du physique des troupes, c'est toute la vie économique de la France que les

femmes vont soutenir à bout de bras. Aux 7,7 millions de femmes qui travaillaient lorsque la guerre a éclaté, viennent s'ajouter 2 millions d'infirmières, dames d'œuvres, nouvelles ouvrières qui composent cette «armée de l'intérieure». Fin 1917 «la part de main-d'œuvre féminine passe de 32 % à 40 % environ.» La misère pousse au travail les veuves de guerre, les femmes de mobilisés (1,25 F d'allocation par jour plus 0,50 F par enfant), les adolescentes. On les voit partout: *Le Matin* annonce dès mars 1915 que les restaurateurs et limonadiers ont «l'intention de faire appel au travail des femmes...» Sous le titre «Les nouveaux métiers des femmes depuis la guerre», le journal *Excelsior* fait sa une du 24 juin 1917 avec les nouveaux visages de la vie quotidienne: «Munitionette, livreuse de grands magasins, automobiliste de nos camions militaires, porteuse de télégramme dans Paris, factrice du service des postes, garde-voie de la gare du Nord à Paris, chef-de-gare de la Compagnie du métropolitain, *wattwoman* des tramways

Tour de force
En moyenne, une «obusette» voit passer deux fois par jour entre ses mains quelque 2 500 obus de 7 kg. Au bout de onze à douze heures de travail, elle soulève ainsi la bagatelle de 35 tonnes.



parisiens, receveuse de la Compagnie des omnibus, femme d'équipe des chemins de fer de l'État, débardeuse sur les quais de Bordeaux, "garçon" de recettes de la Compagnie du gaz, cycliste, porteuse de journaux, vérificatrice d'une compagnie de manchons à gaz, jardinière dans un square parisien». « La guerre aura fait faire un grand pas au féminisme », dit le texte. « D'abord sous forme de philanthropie, de solidarité, on a employé les femmes de camarades mobilisés, non pas à la journée mais à l'heure. Il est vrai que la main-d'œuvre féminine se paie beaucoup moins cher que celle des hommes... Ce serait une conquête féministe si la main-d'œuvre était réglementée et définitive », écrit dans *L'Humanité*, J. Guinchard, secrétaire de la Fédération des moyens de transport. Le gouvernement demande aux industriels par circulaire que soit respecté le principe « à travail égal, salaire égal » mais admet que soit déduit de leur salaire « le coût de revient de toutes les nouvelles modifications d'outillage... la part des frais supplémentaires entraînée par la substitution de la main-d'œuvre

féminine à la main-d'œuvre masculine. » Le patriotisme ne va pas résister longtemps aux conditions misérables faites à la main-d'œuvre féminine. Les femmes revendiquent : 17 grèves en 1914, une centaine en 1915, plus de 300 en 1916. Le 29 juin 1916, les 81 ouvrières de l'usine de Puteaux du marquis de Dion qui fabrique des fusils arrêtent le travail pour protester contre une baisse masquée de leur salaire. C'est la première grande grève de femmes dans les usines de guerre. Elle annonce la baisse de moral que va connaître la France tant au front (les mutineries) qu'à l'arrière où la grève dans la couture va jeter 10 000 midinettes sur le pavé parisien aux cris de « Nos 20 sous ! La semaine anglaise ! Rendez-nous nos Poilus ! ». Prime à la « vie chère », repos hebdomadaire le samedi après-midi réclament les cousinettes qui réagissent à la fois à la hausse des produits alimentaires et à la lassitude qui les gagne devant cette guerre qui s'éternise. L'Union sacrée est bien morte. Le ministre de l'In-

térieur Malvy, de peur que le mouvement ne gagne des industries plus vitales pour la guerre, fait voter le 11 juin, une loi instituant la semaine anglaise et les contrats collectifs dans

Dix mille midinettes protestent à Paris contre la vie chère

la couture. « Grande défaite de la liberté », titre le journal *Le Temps*. « Il y aura de la gloire pour tout le monde », avait dit Viviani dans

son appel. Si « l'armée féminine » a tenu, le féminisme n'a fait que gagner une bataille en 1918. Pas la guerre. La démobilisation est brutale : « Il serait odieux qu'en revenant les maris trouvent leurs places prises », dit la présidente de l'Association pour l'enrôlement des Françaises au service de la patrie. Le retour au foyer est souhaitable au nom du « sauvetage de la race » et du réconfort des maris traumatisés. Si la parité des études secondaires est établie en 1924, le droit de vote – esquissé par une commission parlementaire et accordé pour les assemblées municipales – ne leur sera donné qu'en 1945 (les Allemandes l'ont obtenu dès 1919). Mais, la femme que découvre le démobilisé de 1918 n'est plus celle de 1914 : elle a les cheveux courts, les jupes aux genoux, les jambes gainées de soie et des souliers plats. Elle n'accepte plus d'avoir le foyer pour seul horizon. Pour elle, la Grande Guerre continue. ■

J. BRUNO - F. DE MONICAULT

¹ Cité par Françoise Thébaud, *La Femme au temps de la guerre de 14* (Stock-Laurence Pernoud, 1986).

Bêtes de somme
Près de 1,2 million de femmes sont contraintes dès les premières heures de la guerre de prendre la relève de leurs maris aux champs. Et comme les chevaux sont réquisitionnés, c'est à elles de tirer les charrues. On évoque alors la possibilité de leur accorder le Mérite agricole, jusqu'alors réservé aux hommes.

